

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
0 0 0 0 0 0 6 2 /AONO/MINEE/CIPM/2026 DU 0 8 JUIN 2026

POUR LES TRAVAUX D'ELECTRIFICATION RURALE PAR EXTENSION D'UN RESEAU MT/BT AERIEN
MONOPHASE DE LA LOCALITE AXE : CHEFFERIE LOBE (LIEU DIT CAMP LE BIR) - CHEFFERIE NKOLBA DANS
LA COMMUNE DE MFOU, DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET AFAMBA, REGION DU CENTRE (VARIANTE PLATEAU
BETON)

(EN PROCEDURE D'URGENCE).

FINANCEMENT: FONDS DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE (FDSE) DU MINEE,
LIGNE D'INTERVENTION D'URGENCE, Exercice 2026

MAÎTRE D'OUVRAGE: MINISTRE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE

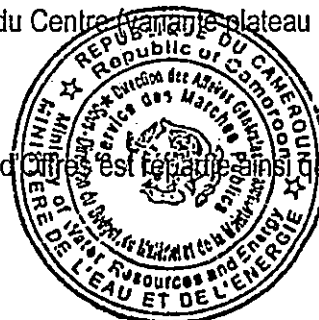
1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution du Budget du Fonds de Développement du Secteur de l'Electricité, ligne d'intervention d'urgence, exercice 2026, le Ministre de l'Eau et de l'Énergie lance un Appel d'Offres National Ouvert pour les travaux d'électrification rurale par extension d'un réseau MT/BT aérien monophasé de la localité axe : Chefferie Lobe (lieu dit camp le BIR) - Chefferie Nkolba dans la Commune de Mfou, Département de la Mefou et Afamba, Région du Centre (variante plateau béton). (en procédure d'urgence).

2. Consistance des travaux

La consistance des prestations, objet du présent Appel d'Offres est définie ainsi qu'il suit :

- La construction d'un réseau mixte MT/BT ;
- La construction d'un réseau monophasé MT ;
- La poste de transformation H61-25KVA ;
- La construction d'un réseau BT monophasé 4*25mm² câble torsadé ;
- Les prestations diverses ;
- Le branchement ménage + Abonnement Eneo 2 fils.



3. Tranches/Allotissement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres se feront en un (01) lot unique.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de : quarante-sept millions neuf cent vingt un mille huit cent douze (47 921 812) FCFA.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est de cinq (05) mois.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte aux entreprises de droit camerounais ayant une expérience avérée dans le domaine de la fourniture et de la construction des ouvrages électriques de distribution. La participation sous forme de groupement est admise à condition que le chef de file soit désigné et que les attributions spécifiques de chaque membre ressortent clairement.

7. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le Budget du FONDS DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE, LIGNE D'INTERVENTION D'URGENCE (FDSE) DU MINEE, exercice 2026, sur la ligne d'imputation budgétaire N° 60 B0 341 0 25000001 0435 524112.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est *exclusivement en ligne*.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré au tarif en vigueur, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO d'un montant de : **neuf cent cinquante-huit mille (958 000) Fcfa**, assortie du récépissé de consignation (CDEC) et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables au Ministère de l'Eau et de l'Energie, Direction des Affaires Générales, Service des Marché Publics, 3ème étage de la Tour Immeuble Ministériel N° 1 porte N° 03T12 12, B.P. 70 Yaoundé, Tel (237) 222 22 83 13, dès publication du présent Avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet du Ministère de l'Eau et de l'Energie ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage (à préciser).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) peut être obtenu au Ministère de l'Eau et de l'Energie, Direction des Affaires Générales, Service des Marché Publics, 3ème étage de la Tour Immeuble Ministériel N° 1 porte N° 03T12 12, B.P. 70 Yaoundé, Tel (237) 222 22 83 13, dès publication du présent Avis, contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de cinquante mille (50 000) F CFA. La copie du reçu de ce versement sera jointe au dossier de soumission. Lors du retrait du DAO, les soumissionnaires devront se faire enregistrer en indiquant leur adresse complète. (B.P., Fax, Téléphone, etc.).

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

La soumission étant en ligne, l'offre rédigée en français ou en anglais, devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **02 JUIL 2026** à 10 heures précises. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et

constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans les appels d'offres des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. L'absence de la mention manuscrite et le non timbrage entraîne l'élimination du candidat.



14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 02 juillet 2026 à 11 heures par la Commission de Passation des Marchés du Ministère de l'Eau et de l'Energie à Yaoundé –Mvog Ada, nouveau bâtiment annexe.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordées par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

- L'absence ou non-conformité du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis acquitté à la main, timbré au tarif en vigueur assorti du récépissé de consignation délivré par la CDEC ;
- La non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;

- Le non-respect du format de fichier des offres ;
- L'absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
- Les fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- La note technique inférieure à 80% de Oui (soit 16 oui /20) ;
- L'absence de la capacité financière supérieure ou égale à :
Quatorze millions trois cent soixante-seize mille (14 376 000) FCFA
- L'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- L'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- L'absence de la clé de sauvegarde ;
- L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- CCAP et CCTP paraphés sur chaque page et signés assortis de la mention « lu et approuvé » ;

15.2. Critères essentiels

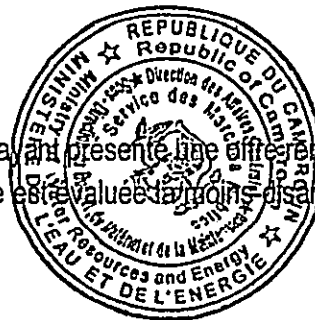
L'évaluation des offres techniques sera faite suivant le système binaire (oui/non) sur la base des critères essentiels de qualification ci-dessous :

- la présentation de l'offre ;
- les références du soumissionnaire ;
- la qualification et l'expérience du personnel
- les moyens logistiques
- la méthodologie
- le plan QHSE
- la visite de site

NB : Ces critères sont détaillés à l'article 6.1 du RPAO

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins disante en incluant le cas échéant les remises proposées.



17. Nombre maximum de lots :

Cet appel d'offres est à lot unique.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 90 jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables soit au Service des Marchés Publics du MINEE Tél : 222 23 00 13 ou à la Direction de l'Électricité du MINEE B.P 70 Yaoundé, Tél. 222 22 61 83 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

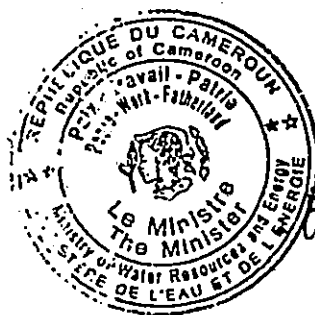
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro ou le Maître d'Ouvrage au numéro 222 23 00 13.

Yaoundé, le 08 JUIN 2026

Le Ministre de l'Eau et de l'Énergie
(Maître d'Ouvrage)

Copies :

- MINMAP (pour information) ;
- ARMP (pour publication) ;
- Maître d'Ouvrage ;
- CIPM (pour information) ;
- Affichage chrono.



G. Essomba
Eloundou Essomba Gaston



MINISTRE DE L'EAU ET
DE L'ENERGIE

MINISTRY OF WATER RESSOURCES
AND ENERGY

NATIONAL OPEN CALL FOR TENDERS

NO 000062 /AONO/MINEE/CIPM/2026 OF 08 JUIN 2026

FOR FOR RURAL ELECTRIFICATION WORKS BY EXTENSION OF A SINGLE-PHASE OVERHEAD MV/LV NETWORK OF THE LOCALITY AXIS : LOBE CHIEFDOM (PLACE KNOWN AS CAMP LE-BIR) - NKOLBA CHIEFDOM IN THE COMMUNE OF MFOU, DEPARTMENT OF MFOU AND AFAMBA, CENTRAL REGION (CONCRETE PLATEAU VARIANT).(IN EMERGENCY PROCEDURE).

FINANCING: MINEE'ELECTRICITY SECTOR DEVELOPMENT FUND, FISCAL YEAR 2026

PROJECT MANAGER: MINISTER OF WATER AND ENERGY

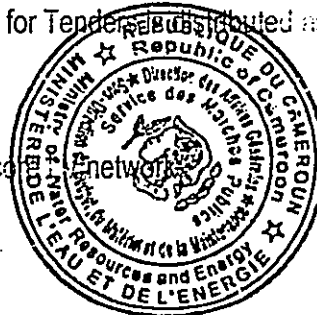
1. Purpose of the Call for Tenders

As part of the implementation of the Public Investment Budget (PIB 2026), the Minister of Water and Energy is launching an Open National Call for Tenders for rural electrification works by extension of a single-phase overhead MV/LV network of the locality axis: Lobe Chiefdom (place known as camp le BIR) - Nkolba Chiefdom in the Commune of Mfou, Department of Mefou and Afamba, Central Region (concrete plateau variant). In emergency procedure.

2. Consistency of the works

The consistency of the services, subject of this Call for Tenders, is distributed as follows.

- Construction of a mixed MV/LV network;
- Construction of a single-phase MV network;
- The H61-25kVA substation;
- Construction of a single-phase 4x25mm² twisted-cable network;
- Miscellaneous services;
- Household connection + Eneo 2-wire subscription.



Tranches/Allotment

The works covered by this Invitation to Tender will be carried out in a single lot.

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation following the preliminary studies is as follows: forty-seven million nine hundred twenty-one thousand eight hundred twelve (47,921,812) FCFA

5. Estimated execution deadline

The maximum time frame provided for by the Project Owner for the execution of works subject of this invitation to tender is five (05) months calendar months for both lot. This time frame shall run from the date of notification of the administrative order to commence the services.

6. Participation and origin

Participation in this invitation to tender is open to companies under Cameroonian law with proven experience in the field.

7. Funding

The work subject to this call for tenders is financed by the budget of the MINEE Electricity Sector Development Fund for the 2025 financial year, on budget allocation line No.60 B0 341 0 25000001 0435 524112

8. Bidding method

The mode of submission selected for this consultation is only online.

9. Bid bond

Each bidder must enclose to his administrative documents a duly stamped bid bond paid in full, issued by a body or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public contracts, the list of which appears in Document 14 of the Tender File, amounting to: **nine hundred and fifty-eight thousand (958,000) CFA francs**, together with the deposit receipt (CDEC) and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the bids.

The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be accepted.

10. Consultation of Tender File

The hard copy of the file may be consulted free of charge during working hours in the Ministry of Water and Energy's offices during working hours at the Directorate of General Affairs, Public Procurement Service, 3rd floor of the TOWER Building, Ministerial Building No. 1, Office No. 3T12, BP 70 Yaoundé, Tel: 222 23 00 13, as soon as this notice is published.

It may equally be consulted online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.amp.cm).

11. Acquisition of tender file

The hard copy of the file may be obtained from the Ministry of Water and Energy, Directorate of General Affairs, Public Procurement Service, 3rd floor of the TOWER Building, Ministerial Building No. 1, Office No. 3T12, BP 70 Yaoundé, Tel: 222 23 00 1, from the date of publication of this notice up to presentation of a receipt of payment of a non-refundable amount of fifty thousand (50,000) CFA francs payable at the Public Treasury. Upon collection of the DAO, bidders must register by leaving their complete address (P.O. Box, Fax, e-mail, Phone, etc.).

12. Submission of bids

Each bid shall be drafted in English or French

The tender, drawn up in French or English must be sent by the bidder on the COLEPS platform no later than **02 July 2026** at 10 a.m. A back-up copy of the bid saved on a memory stick or CD/DVD must be sent in a sealed envelope clearly and legibly marked "back-up copy", in addition to the above mention by the deadline.

File size and format

For online bidding, maximum sizes of the files that will be sent on the platform and constitute the bidder's bid are as follows:

- 5MO for the Administrative Bid;
- 15MO for the Technical Bid;
- 5MO for the Financial Bid.

The following formats are allowed:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images

Bidder should use compression software to reduce the size of the files to be transmitted.

13. Admissibility of bids

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The Project Owner shall not accept:

- Bids bearing information on the identity of the tenderers;
- Bids submitted after the closing date and time for submission of bids;
- Bids non-compliant with the bidding mode;
- Envelopes without indication on the identity of the Invitation to Tender;
- Failure to comply with the number of copies specified in the RPAO or offer in copies only;

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the Tender File shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. A bid bond submitted but not relating to consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

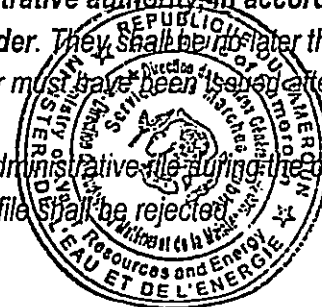
14. Opening of bids

The bids shall be opened in single phase and shall take place on 02 July 2026 at 11 AM. by the Project Owner Tenders Board in the meeting room of the Internal Tenders Committee of the Ministry of Water and Energy located at Yaoundé –Mvog Ada, annex building No. 2.

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a person of their choice, duly authorised, even in case of a group of companies.

Under pain of being rejected, the required administrative documents must be submitted in originals or copies certified by the issuing service or the relevant administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the invitation to tender. They shall be no later than 3 (three) months old from the original deadline for the submission of tenders or must have been issued after the date of signature of the Tender Notice.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48(forty-eight) hours deadline granted by the Board, the file shall be rejected.



15. Evaluation criteria

15.1 Eliminary criteria

The eliminatory criteria include:

- Absence or non-compliance of bid bond at the opening of bids;
- Absence or non-compliance of the deposit container issued by the Deposits and Consignment Fund (CDEC) ;
- Failure to submit, beyond the 48 (forty-eight) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent (except the bid bond);
- Non-compliance with the file format requirements for submissions;
- Absence of a backup copy in case of a malfunction of the COLEPS platform;
- False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- Technical note below 80% of "Yes i.e., 16 out of 20";
- Absence or non-compliance of Financial capacity: $\geq$ fourteen million three hundred seventy-six thousand (14,376,000) CFA Francs;
- Absence of the sworn statement for not having abandoned contracts during the last three years;
- Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- Absence of an element in the financial offer (submission, BPU, DQE);
- Absence of a backup flash drive ;

- Absence of integrity charter dated and signed
- Absence of the dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses;
- CCAP and CCTP initialed on each page and signed with the mention "read and approved."

15.2 Essential criteria

The essential criteria for the qualification of bidders is focus on:

- Presentation of bid;
- Bidder's references;
- Personnel qualification and experience;
- Logistic means,
- Methodology.
- QHSE Plan ;
- Site visit

NB: These criteria will be detailed in Article 6.1 of the RPAO

16. Award of contract

The Project Owner shall award the contract to the bidder whose bid meets the required technical and financial qualification criteria and whose offer was evaluated as the lowest by including as the case may be, the rebates proposed

17. Maximum number of lots:

NAP (Single lot)t.

18. Duration of validity of bids

Bidders shall remain committed to their bids for [Indicate the duration between 90 days from the initial deadline set for the submission of bids.

19. Further information

Additional information may be obtained during working hours from the Ministry of Water and Energy, Directorate of General Affairs, Public Procurement Service, 3rd floor of the TOWER Building, Ministerial Building No. 1, Office 3T12, BP 70 Yaoundé, Tel: 222 23 00 13 or online on the COLEPS platform via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

20. Fight against corruption and malpractices

For any denunciation of corruption attempt practices, facts or acts, please call the National Anti-Corruption Commission (NACC) on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, the ARMP on or the Owner on number 222 23 00 13.

Yaoundé, the 08 JUIN 2026

The Minister of Water and Energy
(Project Owner)



[Handwritten signature]
Olindou-Essomba Gaston

Copies:

- Authority in charge of Public Contracts (MINMAP);
- ARMP ;
- DAG/SMP;
- CIPM ;
- Notice board/file